

**X^{ème} JOURNÉES D'ÉTUDES INGÉNIERIE DES DISPOSITIFS DE FORMATION A
L'INTERNATIONAL
Montpellier • 7 – 8 décembre 2006**

Stratégie de la connaissance Au service des agricultures familiales... les relations entre dispositifs de formation, la recherche et le développement

**AGRICULTURES FAMILIALES EN AFRIQUE
SUBSAHARIENNE : ENJEUX DE FORMATION ET LIENS
RECHERCHE/DÉVELOPPEMENT/FORMATION**

Jean-Claude DEVÈZE (Inter-Réseaux Développement Rural)

D'OÙ JE PARLE.

Je ne parle ni au nom de l'Agence Française de Développement (AFD), puisque je suis maintenant retraité depuis deux mois après avoir à la fin pu réfléchir dix huit mois sur l'avenir des agricultures familiales, ni au nom de l'Inter-Réseaux qui a publié un dossier sur les formations paysannes (n° 26 de mars 2004). Je cherche juste à vous faire partager mes réflexions à la suite d'un parcours professionnel qui a croisé souvent les problèmes de formation agricole en France (animateur de l'IFOCAP Basse Normandie) et à l'étranger (en particulier appui au système éducatif agricole algérien, à l'Institut agricole de Bouaké et à la formation forestière en RCI, apprentissage du conseil de gestion à l'exploitation agricole au Bénin, etc.). Je suis persuadé enfin que ce sont les responsables africains qui seuls peuvent donner toute leur place à cette priorité que constitue la refondation des formations agricoles et rurales en Afrique subsaharienne.

TROIS MESSAGES.

Mon propos sera centré au tour des trois messages suivants:

- La mobilisation du **capital humain et social** en Afrique au Sud du Sahara est fondamentale pour réussir les transitions d'une part du secteur agricole vers une modernisation durable de l'agriculture et d'autre part du monde rural en lien avec l'amélioration des services publics et des rapports avec le monde urbain.
- Ce capital humain étant encore constitué en majorité de très nombreux paysans, il faut mettre en place, de façon articulée: i) des **formations professionnelles agricoles de masse**, dans le cadre d'un système éducatif agricole permettant de former en cohérence les agriculteurs/trices et les cadres et techniciens de plus en plus nombreux devant travailler avec eux, ii) **des systèmes d'appui, de recherche/développement et de conseil** pour accompagner leurs efforts sur leurs exploitations.
- Ces formations et ces appuis ne trouveront leur justification, leur dynamique et leur efficacité que dans le cadre d'un **lien fort avec un développement agricole et une recherche/développement doublement appropriés** (au contexte et par tous les intéressés).

CARACTÉRISTIQUES DES AGRICULTURES FAMILIALES PAYSANNES SUBSAHARIENNES.

Il est important d'abord de préciser ce qu'on entend par des agricultures familiales **et** paysannes (je propose de joindre les deux caractéristiques, même si par la suite une seule appellation sera souvent retenue): elles se caractérisent par des systèmes socioéconomiques spécifiques **reposant à la fois sur la famille et sur le terroir (le pays, le territoire)**, capables de s'adapter¹, tout en souhaitant préserver leur autonomie de décision, fonctionnant dans une logique de circuits de proximité favorisant la recherche d'équilibres (par exemple entre modes de mise en valeur de l'espace et ses potentialités) et de sécurités (par exemple alimentaire avec des greniers et des pratiques culturelles antialéatoires...).

Brièvement il est proposé ci-après quelques caractéristiques de ces agricultures si diverses:

- les agriculteurs familiaux constituent encore la majorité des **500 millions de ruraux** subsahariens (l'agroentreprise est marginale, sauf exception, en terme d'emploi, et la pluriactivité reste encore souvent dominée par des logiques agricoles²);
- il s'agit en majorité encore de **petites unités d'activités familiales, aux membres peu ou pas scolarisés**, mais les différenciations sociales s'accroissent et les tensions se multiplient;
- les **écarts de productivité et de compétitivité** avec les agroentreprises et les filières des pays exportateurs se creusent, accentués par des environnements économiques et politiques moins favorables en terme d'appuis financiers publics et moins sécurisés (difficultés d'accès aux intrants et aux crédits, insécurité foncière, prix fluctuants...);
- **l'absence de stratégies et de politiques crédibles** handicape les évolutions de ces agricultures, les mutations de ces sociétés et la réussite des indispensables transitions.

En conséquence, les agricultures familiales ont de plus en plus de **mal à assurer les fonctions essentielles** en terme d'alimentation, d'emploi, de revenus, de gestion durable des ressources naturelles, et aussi de cohésion sociale, d'insertion professionnelles de jeunes générations nombreuses, d'aménagement et mise en valeur des territoires, de développement rural.

Pourtant des **facteurs favorables** existent:

- capacités productives (photosynthèse³, terres disponibles, main d'oeuvre nombreuse)
- poids croissant des organisations de producteurs et structuration en cours du milieu rural
- prise de conscience de l'importance de réussir les transitions du secteur agricole et du monde rural africain.

QUEL AVENIR POUR CES AGRICULTURES FAMILIALES?

Il est de plus en plus proposé d'accompagner les mutations des agricultures familiales dans le cadre de **transitions**. Ceci pose de nombreuses questions sur la nature de ces transitions (par exemple sur leur similitude ou non avec celles du Nord) et sur les modalités à retenir pour les accompagner. A titre d'hypothèses, voici ce que pourraient être ces transitions :

- vers une diminution à long terme de la population agricole (même si augmentation de la population sur le court terme), en lien avec la transition démographique et les migrations⁴ ;
- d'une unité familiale d'activités rurales à une exploitation agricole rentable diversifiée travaillant de façon contractuelle dans le cadre de filières organisées ;
- vers une modernisation de l'agriculture basée sur une révolution doublement verte, avec

1 En particulier du fait de la souplesse d'utilisation de la main d'oeuvre familiale

2 Par exemple une femme cultivera une parcelle de soja qu'elle transformera en lait de soja et qu'elle vendra sur le marché.

3 Sous les tropiques, une forte photosynthèse permet une production abondante de biomasse qui peut être fondamentale pour produire plus d'alimentation et de biocarburants.

4 Une priorité forte devrait être mise sur l'accompagnement des migrations agricoles vu les terres encore disponibles en Afrique et à Madagascar.

intensification et approches agroécologiques ;

- d'une surexploitation des ressources naturelles à une gestion raisonnée dans la durée ;
- vers une plurifonctionnalité rationalisée de l'agriculture.

Il faudrait conduire des travaux de prospective pour examiner divers scénarios. Mes réflexions m'ont conduit à **privilégier les facteurs suivants**:

- bien entendu, en premier le facteur démographique sur lequel P Debouvry et M Mazoyer ont beaucoup insisté. Comment faire face à la masse croissante de ceux à former et à insérer ?
- deux variables motrices sur lesquels les paysans peuvent influencer, d'une part leurs capacités à maîtriser les changements sur leurs exploitations et sur leurs terroirs, d'autre part la qualité de leurs organisations pour rendre les services essentiels à leurs membres et pour négocier les accords contractuels et politiques ;
- deux variables externes, l'avenir des autres secteurs d'activité¹ et l'évolution des politiques commerciales et monétaires ;
- un facteur qui devient plus positif dans les discours que dans les actes, l'intérêt des décideurs nationaux et internationaux pour les agricultures familiales et pour le monde rural.

ENJEUX DE FORMATIONS AGRICOLES

Il est proposé de privilégier ci-après les formations agricoles, sans sous-estimer l'importance croissante à donner aux formations des fils d'agriculteurs pour changer d'activités et/ou pour migrer. Les *principaux enjeux* nous semblent les suivants:

- **Faire face à la masse** des agriculteurs/trices à former et au nombre croissant des cadres et techniciens nécessaires dans le cadre d'un Système Educatif Agricole (SEA) cohérent et visionnaire²;
- **Articuler les formations professionnelles** agricoles de masse³ avec l'éducation des familles, les formations initiales, l'alphabétisation, les formations continues, les systèmes d'appui, de conseil, de recherche/développement, d'information en vue d'améliorer les capacités des agriculteurs pour réussir sur leurs exploitations et pour maîtriser avec leurs organisations les mutations en cours;
- **Promouvoir des formations agricoles** fournissant à la fois :
 - i) les savoirs indispensables aux métiers agricoles et para-agricoles,
 - ii) les pratiques et savoirs faire permettant de maîtriser les changements sur leurs exploitations (intensification, agroécologie, gestion d'entreprise, etc.),
 - iii) les savoirs être favorisant la coopération dans les familles, l'action collective dans le cadre des organisations et territoires, la citoyenneté.

Ces formations doivent non seulement permettre de bonne insertions dans les métiers agricoles, mais aussi renforcer les capacités pour comprendre les contextes et situations agricoles et pour s'adapter à un environnement changeant; c'est alors qu'on peut espérer disposer de nombreux agriculteurs et de techniciens assez confiants pour orienter les évolutions du monde rural en fonction de leur vision de l'avenir.

LIENS AVEC LE DÉVELOPPEMENT

En premier lieu il est important que les formations agricoles et rurales s'inscrivent comme priorité dans des **politiques de développement**. Certains responsables politiques sont capables de

1 Par exemple place de la grande distribution et rapports qu'elle va établir avec les agriculteurs familiaux/agroentreprises.

2 Il faut que les acteurs concernés aient un projet commun leur permettant d'éviter de copier des SEA dépassés ou d'oublier des publics importants (femmes, non alphabétisés, migrants agricoles...).

3 Ce peut être des formations préparant à l'installation, des centres de métiers ruraux, des processus d'apprentissage au conseil de gestion à l'exploitation, l'important étant de promouvoir des processus dans la durée permettant d'atteindre des masses critiques d'agriculteurs formés.

promouvoir un tel dossier (exemples en France d'Edgar Pisani avec les leaders paysans au début des années 60, dans le cadre du plan algérien de la mise en place du système éducatif agricole algérien sous impulsion du secrétaire général du Ministère de l'Agriculture au début des années 70 ou du ministre ivoirien Savadogo promouvant l'Institut Agricole de Bouaké¹ à la fin des années 70). Est-ce que demain ce sera la profession agricole africaine qui sera motrice en matière de formation?

Il existe déjà des cas intéressants où des **professionnels agricoles** se préoccupent des formations agricoles. Ainsi un syndicat agricole malgache (FIFATA) a mis en place trois collèges d'enseignement agricole pour former des jeunes agriculteurs et une formation de formateurs (en particulier pour renforcer leurs savoirs faire). Ainsi des organisations provinciales agricoles béninoises promeuvent en leur sein un conseil de gestion à l'exploitation agricole.

Le lien avec les **familles** doit aussi être pris en compte, ce que cherchent à faire les maisons familiales rurales.

LIENS RECHERCHE/DÉVELOPPEMENT/ FORMATION

Ces liens dépendent des dispositifs institutionnels, mais aussi de la capacité des personnes concernées à **lier des relations équilibrées**², basées sur des intérêts réciproques dans la durée.

Dans certains cas, les **dispositifs de coopération** peuvent y contribuer, comme ce fut le cas avec le SEA algérien au début des années 70. Les élèves allaient en stage dans des projets recherche/développement, comme par exemple à l'Institut de Développement des Grandes Cultures et les meilleurs d'entre eux poursuivaient des études supérieures en lien avec l'Institut Agricole Méditerranéen. De même le conseil de gestion à l'exploitation agricole au Bénin est issu d'une collaboration entre un coopérant de la Faculté Supérieure d'Agronomie, des ONG et des paysans et au Burkina de chercheurs, de la société des fibres textiles (SOFITEX) et de l'Union Nationale des Producteurs de Coton du Burkina.

La difficulté est de créer des liens dans la durée grâce à des chercheurs préoccupés en priorité de développement agricole en collaboration avec les agriculteurs (exemple de la sélection participative), de « développeurs » ouverts aux collaborations sur le terrain avec les chercheurs et les agriculteurs (exemple de la mise au point d'approches agroécologiques), d'agriculteurs capables de faire prendre en compte leurs priorités (exemples de commissions avec les utilisateurs de la recherche) et de prendre des risques.

PISTES DE TRAVAIL.

Il reste beaucoup d'efforts à faire pour que les formations agricoles deviennent une priorité, d'où ci-après des propositions :

- Convaincre les décideurs de l'importance des agricultures familiales et de la priorité à accorder aux formations agricoles (nécessité de préparer des argumentaires, en s'appuyant sur des approches en matière d'économie de la formation, sur des évaluations des expériences intéressantes...)³ ;
- Promouvoir une intelligence/expertise commune sur les formations agricoles (en particulier grâce à des échanges, grâce à un travail en réseaux, à des ateliers comme celui-ci...) ;
- Créer/renforcer les liens RDF et donc entre les acteurs concernés.

Le plus important est de donner du sens aux efforts pour faire des formations agricoles une priorité en les inscrivant dans un développement doublement approprié et un projet éducatif articulant individuel et collectif. Ceci nécessite une démarche éducative consistant à aider chacun à se connaître et à comprendre ce qui l'entoure pour trouver sens à sa vie, mais aussi à aider les groupes à comprendre le monde dans lesquels ils vivent et à y agir ensemble pour améliorer le vivre ensemble.

1 Rappelons que les sociétés de développement agricoles, les agroindustries, les chercheurs étaient impliqués dans l'enseignement en salle et dans l'accueil des élèves sur le terrain (formation à l'emploi).

2 « Des chercheurs qui cherchent avec nous, on en cherche », dit un paysan africain.

3 Ceci doit être fait à la fois par les responsables professionnels, les « développeurs », les chercheurs, les formateurs et les élites intellectuelles.